



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 26/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PARC EOLIEN LES GARACHES

SEPE LES GARACHES
80500 Assainvillers

Références : 2025-E10029
Code AIOT : 0003800767

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2025 dans l'établissement PARC EOLIEN LES GARACHES implanté SEPE LES GARACHES 80500 Assainvillers. L'inspection a été annoncée le 13/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN LES GARACHES
- SEPE LES GARACHES 80500 Assainvillers
- Code AIOT : 0003800767
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien des Garaches, situé sur la commune d'Assainvillers, a été mis en service le 1er

décembre 2024. Ce parc exploité par la société Alterric est constitué de cinq aérogénérateurs. L'exploitation du parc est assurée par l'exploitant Alterric, qui délègue la surveillance 24h/24, 7j/7 à la société Abo Energy. La maintenance technique est effectuée par le turbinier Vestas. Les éoliennes, de type Vestas V126, présentent les caractéristiques suivantes :

- hauteur de l'aérogénérateur (moyeu) : 137 mètres ;
- hauteur totale : 200 mètres ;
- puissance unitaire : 3,3 MW pour les éoliennes E1 et E2 et 3 MW pour les éoliennes E3, E4 et E5.

Le parc a été autorisé par arrêté préfectoral en date du 11 décembre 2019, il relève de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées encadré par les prescriptions prévues par l'arrêté ministériel du 26 août 2011.

Un dossier de porter-à-connaissance relatif à la suppression d'un des deux postes de livraison a été transmis par l'exploitant à la préfecture de la Somme et à l'inspection des installations classées par courriel en date du 12 septembre 2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
14	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Demande de justificatif à l'exploitant	31 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des installations concernées par l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 11/12/2019, article I.3	Sans objet
2	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 11/12/2019, article II. 2	Sans objet
3	Dispositions Constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
4	Conformité norme NF EN / IEC 61400	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8	Sans objet
5	Conformité mise à la terre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Sans objet
6	Conformité risques électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10	Sans objet
7	Conformité balisage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Sans objet
8	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
9	Accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Intérieur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
11	Panneau et identification mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
12	Essais arrêts avant mise en service	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-1er alinéa	Sans objet
13	Registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
15	Situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Sans objet
16	Moyens de lutte contre projection de glace	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le parc éolien des Garaches est constitué de cinq aérogénérateurs et est exploité par la société Alterric.

Les points vérifiés durant l'inspection indiquent une conformité réglementaire aux prescriptions prévues par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 et aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2019.

Néanmoins, l'exploitant fournira, sous un délai d'un mois, les justificatifs visés dans le point de contrôle n°14.

De plus, l'inspection formule trois observations auxquelles l'exploitant apportera des réponses :

- les outils de suivi relatifs à la maintenance doivent être améliorés ;
- le plan de prévention est à actualiser selon les remarques formulées ;
- les consignes et procédures de sécurité doivent être complétées afin de traiter avec exhaustivité les différentes situations susceptibles de se produire et présenter en détail les mesures à mettre en œuvre le cas échéant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations concernées par l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2019, article I.3				
Thème(s) : Situation administrative, Localisation des installations				
Prescription contrôlée :				
Les installations concernées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :				
Équipement	Commune	R é f é r e n c e c a d a s t r a l e	Lambert RGF 93 (X)	Lambert RGF 93 (Y)

		cadastrale	(X)	(Y)
Éolienne E1	Assainvillers	W2	669827	6946948
Éolienne E2	Assainvillers	W27	670137	6947459
Éolienne E3	Assainvillers	W21	670500	6947921
Éolienne E4	Assainvillers	Z33	671234	6947899
Éolienne E5	Assainvillers	Z31	671785	6947892
Poste de livraison 1	Assainvillers	W27	670080	6947324
Poste de livraison 2	Assainvillers	W27	670084	6947326

Constats :

La société Parc Éolien Les Garaches est autorisée à exploiter un parc éolien, composé de cinq aérogénérateurs et deux postes de livraison, sur le territoire de la commune d'Assainvillers. Ces activités sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 11/12/2019 et deux autres actes du 06/10/2020 et 23/05/2022.

Un dossier de porter-à-connaissance relatif à la suppression d'un des deux postes de livraison a été transmis par l'exploitant à la préfecture de la Somme et à l'inspection des installations classées par courriel en date du 12 septembre 2024.

L'exploitant indique que les changements techniques des postes de livraison et le choix des machines permettent de n'installer qu'un seul poste de livraison au lieu des deux initialement prévus.

Cette suppression n'engendre pas de modification et réduit de 50 m² l'emprise initiale sur les terres agricoles. La localisation du poste de livraison est inchangé et aucun déplacement d'installation n'est prévu.

Le projet ne modifie pas la situation administrative du site telle que décrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 11/12/2019.

Les coordonnées GPS des installations ont été relevées lors de la visite d'inspection du 5 juin 2024 pendant la phase chantier.

À cette époque l'exploitant avait déjà fait savoir à l'inspection qu'un seul poste de livraison serait installé pour l'ensemble du parc et non deux comme indiqué dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

La visite d'inspection réalisée le 4 février 2025 permet de confirmer la présence d'un unique poste de livraison et l'absence d'impact lié à ces modifications.

Après examen du dossier, l'inspection des installations classées considère que cette modification n'est pas substantielle au titre des articles R. 122-2 et R. 181-46 du code de l'environnement et qu'il n'y a pas lieu de fixer des prescriptions complémentaires ni de modifier les prescriptions applicables au site.
Par conséquent, il est proposé à Monsieur le préfet de la Somme de prendre acte des éléments transmis par le pétitionnaire dans le dossier précité. Un projet de donner-acte est joint en annexe du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2019, article II. 2
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : L'exploitant réactualise tous les cinq ans le montant susvisé de la garantie financière, par application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.
Constats : L'exploitant a transmis l'acte de cautionnement solidaire n° MP022 00394 - 001 qui présente l'engagement de caution pour un montant de 657 908,83 € de la société QBE Europe SA/NV. L'engagement de caution est effectif depuis le 1 ^{er} août 2024 et valable jusqu'au 31 juillet 2027.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions Constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Les voies d'accès sont accessibles et entretenues. Les abords de l'installation sont en bon état de propreté. La délimitation des plateformes est effectuée par empierrement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conformité norme NF EN / IEC 61400

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Certification CE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'aérogénérateur est conçu pour garantir le maintien de son intégrité technique au cours de sa durée de vie. Le respect de la norme NF EN 61 400-1 ou IEC 61 400-1, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou « , pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet, ou le respect de » toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté, permet de répondre à cette exigence.</p> <p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant « la mise en service industrielle de l'installation ». En outre l'exploitant dispose des justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation « a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation ».</p>
<p>Constats :</p> <p>Le parc mis en service en décembre 2024 est constitué de cinq aérogénérateurs de modèle Vestas V126.</p> <p>L'exploitant a transmis une déclaration de conformité, établie par le constructeur Vestas. Il s'agit du document intitulé « EC Declaration Turbines Les Garaches V126 3,45 - 4,2 MW 50Hz, Mk3 family_V08 » daté de novembre 2020.</p> <p>Le document est rédigé en anglais, il atteste en page 2 du respect de la norme IEC 61400-1 de 2006 en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale (2016) pour les turbines Vestas V126, modèle installé sur le parc éolien.</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport final de contrôle technique réalisé par la société Bureau Veritas sur le parc éolien Les Garaches en date du 26 février 2024. Ce document est intitulé « RFCT_0_26022024-225959 ».</p> <p>Le contrôle porte notamment sur les problèmes qui concernent la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables et la sécurité des personnes.</p> <p>L'organisme de contrôle indique qu'au cours de la mission, des avis ont été émis et qu'à leur connaissance, il ne subsiste pas d'avis non suivi d'effet.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conformité mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à la terre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Le respect de la norme «NF EN » IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement « ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet » permet de répondre à cette exigence.</p>

<p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent « au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation » atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. « Des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis un document établi par la société DNV intitulé : « TC-DNVGL-SE-0074-02867-13_V126-3.45&3.6MW_Htq_IEC_BEK_incl Tower T3III451 ».</p> <p>Ce certificat, daté d'août 2023, est établi pour les turbines Vestas V126 - 3,45 MW et 3,6 MW, modèle installé sur le parc éolien. Il atteste, en page 3, que le système de protection contre la foudre est conçu selon la norme IEC 61400-24.</p> <p>L'exploitant a communiqué le rapport de mesure de prises de terre des massifs éoliens après remblais pour les 5 éoliennes. Ce document intitulé « Continuité de terre turbines (après Remblais) - ASSAINVILLERS (80) » a été établi par Bureau Veritas en date d'avril 2024.</p> <p>La méthode utilisée pour effectuer les mesures consiste à mesurer les prises de terre selon la « méthode des 3 pôles » sur les 5 massifs du parc éolien. Le détail de la méthode est présenté en page 2 du rapport et les résultats de mesure en page 3.</p> <p>La conclusion présente dans ce rapport mentionne la conformité des mesures des prises de terre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Conformité risques électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est conçue pour prévenir les risques « d'incendie et d'explosion d'origine électrique ».</p> <p>Pour satisfaire au 1er alinéa :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ; - « pour les installations électriques non visées par la directive du 17 mai 2006, notamment les installations extérieures à l'aérogénérateur, le respect des dispositions des normes » NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, « ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet » permet de répondre à cette exigence. <p>« Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis la déclaration de conformité établie par le constructeur Vestas. Ce certificat, daté d'avril 2020, est établi pour la turbine Vestas V126, modèle installé sur le parc</p>

éolien. Il atteste que le produit est conforme à la directive européenne sur les machines 2006/42/CE.

L'exploitant a communiqué, d'une part, le rapport d'inspection partielle de l'installation haute tension, de la prise de terre et du système équipotentiel selon les normes NF C 13-100 et NF C 13-200.

Ce document intitulé « DRE 151 - PDL » a été établi par la société Socotec en date du 30 mai 2024. Les prescriptions contrôlées, relatives à la protection contre les contacts indirects et directs, sont conformes.

L'exploitant a, également, communiqué l'annexe au résumé de conclusion à utiliser dans le cadre d'une inspection pour mise en service.

Ce document intitulé « ELEC - 18917414_00004_00001_00002_R - PDL » a été établi par Bureau Veritas en date du 29 mai 2024.

L'examen de l'installation électrique porte sur l'installation haute tension et l'installation basse tension conformément aux normes NF C 13-100, NF C 13-200 et NF C 15-100. Tous les points contrôlés présentent une conformité.

D'autre part, l'exploitant a communiqué le rapport de vérification électricité visite initiale pour l'ensemble des composants (les cinq éoliennes et le poste de livraison) du parc éolien Les Garaches.

Ce document intitulé « Rapport vérification électrique initiale Oct2024 » a été établi par Bureau Veritas en date du 16 octobre 2024.

Ce rapport spécifie les mesures réalisées pour les points de vérification suivants : mesure d'isolement, vérification de la continuité des conducteurs de protection et des liaisons équipotentielles, vérification de la résistance des conducteurs de protection, essais de déclenchement des dispositifs différentiels résiduels, mesure des impédances de boucles, mesure de résistance de prise de terre et mesure du sol antistatique.

Les examens sont effectués suivant les référentiels normatifs NF C 13-100, NF C 13-200 et NF C 15-100.

Plusieurs observations ont été émises suite à ces vérifications, elles sont listées pages 5 et 6 du rapport. Il s'agit pour la plupart d'éléments d'identification et d'affichage, plusieurs observations font référence à la prise de courant extérieure qui doit être fixée et équipée d'un couvercle de protection.

L'exploitant indique que les actions correctives menées suite aux observations formulées ont été gérées par la société Alterric. Lors de l'inspection, il a été constaté la prise en considération des observations n°3, 4, 5, 7 citées pages 5 et 6 du rapport de contrôle.

L'exploitant indique que le prochain contrôle de vérification électrique sera réalisé à l'automne 2025, un an après la mise en service. Ce rapport permettra de formaliser la levée des écarts constatés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Conformité balisage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11

Thème(s) : Risques chroniques, Balisage

Prescription contrôlée :

<p>Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les documents intitulés « STAC - Certificate of Compliance - 2017-082-OBS - L92-62B », « STAC - Certificate of Compliance - 2018-089-OBS - L550-FR1 type B » et « STAC - Certificate of Compliance - 2018-091-OBS - L550-FR1-FR2 type A » ont été fournis par l'exploitant. Ces certificats de conformité ont été délivrés en date des 23/10/2017 et 20/12/2018 pour les deux derniers par le Service Technique de l'Aviation Civile (STAC). Les certificats attestent, respectivement, de la conformité du matériel de balisage aéronautique de marque ORGA, pour les modèles L92-62B de couleur rouge, L550 de couleur rouge et L550 de couleur blanche.</p> <p>L'exploitant indique que les modèles L550 (blanc et rouge) sont installés en nacelle et le modèle L92 correspond au balisage présent sur la tour.</p> <p>L'exploitant indique que les éoliennes du parc ont été enregistrées à l'AIP (Publication d'informations aéronautiques) par les services de l'aviation civile avec les références E802A-1 à E802A-5.</p> <p>Les échanges de mails avec l'aviation civile ont été transmis à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Suivi environnemental

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité " créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3.</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'exploitant indique que le suivi environnemental est d'ores et déjà programmé à partir du printemps 2025. Il se conformera au protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres dans sa version de 2018.</p> <p>L'installation des enregistreurs pour le suivi en altitude des chiroptères va s'effectuer sur le mois de février 2025. Les éoliennes équipées des capteurs seront les éoliennes E2 et E4.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Pour rappel, il convient d'effectuer le versement des données relatives au suivi mortalité sur le site dédié : https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr/versement/. Cette action est à réaliser concomitamment à la transmission des rapports de suivi environnementaux à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Accès

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Accès</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par contrôle aléatoire, les machines E1 et E5 ont été inspectées. Celles-ci sont maintenues fermées à clés en permanence. Leur accès est interdit au public. Un affichage sur mat rappelle cette interdiction d'accès.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Intérieur

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, propreté</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les machines E1 et E5 ont été inspectées (sans montée en nacelle). L'intérieur des aérogénérateurs est propre et ne comporte aucun matériau combustible ou inflammable.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 11 : Panneau et identification mât

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Affichage public
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</p>
<p>Constats :</p> <p>Chaque éolienne est identifiée par le numéro de machine, visible depuis l'entrée de la plateforme. Sur la porte de l'éolienne, les consignes d'accès sont illustrées par des pictogrammes, les consignes de soins à apporter aux personnes électrisées sont également détaillées.</p> <p>Des panneaux sont positionnés à l'entrée des plateformes des éoliennes. Ils comportent les pictogrammes et indications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - interdiction d'entrer dans l'éolienne ou dans le poste électrique à toute personne non autorisée ; - risque d'électrocution ; - risque de chute de glace en cas de faible température. <p>Un encart « Consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale » précise qu'il faut s'éloigner des installations et indique le numéro des services de secours.</p> <p>Ces panneaux sont présents à l'entrée des plateformes des cinq éoliennes et à côté du poste de livraison.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Essais arrêts avant mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-1er alinéa
Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité. »</p> <ul style="list-style-type: none"> - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.
Constats :

Les documents intitulés « Start-up procedure » ont été fournis par l'exploitant. Un rapport est effectué par éolienne.

Ces documents établis par la société Vestas sont rédigés en anglais. Il s'agit du manuel d'utilisation regroupant l'ensemble des procédures à réaliser pour démarrer l'aérogénérateur. La section 35 de la procédure détaille, pages 46 et 47, les tests à réaliser pour les boutons d'arrêt d'urgence « To do a test of the emergency stop buttons ». Il est indiqué dans les tableaux 35.1 que les contrôles ont été réalisés pour les boutons d'arrêt d'urgence dans la tour et la nacelle en date du :

- 27 août 2024 pour l'éolienne E1 ;
- 10 juillet 2024 pour l'éolienne E2 ;
- 27 juin 2024 pour l'éolienne E3 ;
- 2 juillet 2024 pour l'éolienne E4 ;
- 10 et 17 juillet 2024 pour l'éolienne E5.

Les données de la section 37.5, pages 51 et 52, font référence au test des boutons d'arrêt d'urgence dans le moyeu, ainsi les contrôles ont été réalisés en date du :

- 27 août 2024 pour l'éolienne E1 ;
- 11 juillet 2024 pour l'éolienne E2 ;
- 28 juin 2024 pour l'éolienne E3 ;
- 3 juillet 2024 pour l'éolienne E4 ;
- 18 juillet 2024 pour l'éolienne E5.

Concernant les tests relatifs à la survitesse, la société Vestas a fourni un courrier daté du 10 janvier 2025, qui stipule qu'en tant que fabricant, Vestas a mis en place une architecture permettant à l'éolienne de réaliser des « auto-diagnostics » de manière régulière notamment concernant les mesures de vitesse. Il indique que les mesures de vitesse sont traitées par un système de commande de sécurité qui permet de tester le système des capteurs de vitesse pendant le fonctionnement de l'éolienne afin de garantir la sécurité de la machine sans qu'il soit nécessaire de réaliser de tests de survitesse durant la mise en service et la maintenance annuelle de l'éolienne. Le courrier conclut : « Ainsi, sur la base du système de protection contre la survitesse mentionné ci-dessus, nous vous confirmons que les autodiagnostic intégrés sont considérés comme étant adéquat à assurer la protection contre la survitesse et peuvent remplacer les tests de survitesse effectués lors de la mise en service et de la maintenance annuelle. ».

Ce courrier dont l'objet est « Attestation relative aux tests de survitesse réalisés au cours de la mise en service et de la maintenance annuelle de l'éolienne - Vestas France SAS » est établi pour les éoliennes n°ID 250806/250807/250808/250809/250810, 4 x V126 - 3.45MW et 1 x V126 - 3.0MW, qui se trouvent dans le parc de Les Garaches.

En ce sens, la procédure de démarrage indique page 2 que la section « Test du système de protection contre la survitesse » est supprimée.

En revanche, la section 25 « Configuration des clés électroniques sur les DCN », page 34, indique les actions à effectuer pour la configuration du système de protection contre la survitesse avec la validation de certains paramètres.

Ces éléments ont été effectués en date du :

<ul style="list-style-type: none"> - 27 août 2024 pour l'éolienne E1 ; - 10 juillet 2024 pour l'éolienne E2 ; - 27 juin 2024 pour l'éolienne E3 ; - 2 juillet 2024 pour l'éolienne E4 ; - 17 juillet 2024 pour l'éolienne E5. <p>Enfin, l'exploitant indique que des « arrêts standards » sont réalisés régulièrement avant chaque intervention des techniciens. Il s'agit, généralement, de la première intervention par les techniciens sur site.</p> <p>Les tests ont bien été effectués préalablement à la mise en service industrielle en date de décembre 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient pour les prochains rapports de transmettre des documents rédigés en français comme le stipule l'article 2.2 II de l'arrêté ministériel du 26 août 2011.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Registre de maintenance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les manuels d'entretien et d'utilisation de l'installation établis par le fabricant Vestas, applicables pour les éoliennes V126 et par Power Climber wind pour la partie relative aux ascenseurs. Les documents sont scindés en plusieurs parties :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Description générale (rédigé en anglais) ; - Guide d'utilisation (rédigé en anglais) ; - Ascenseur de service de la turbine (rédigé en anglais) ; - Appareils de commutation haute tension (rédigé en anglais) ; - Protection contre la foudre et compatibilité électromagnétique (rédigé en français). <p>Ces manuels reprennent des données techniques, la description du fonctionnement des machines, les systèmes de protection et le guide d'entretien de l'aérogénérateur.</p>

La gestion du parc est directement assurée par l'exploitant, soit la société Alterric.

L'exploitant dispose d'un poste de conduite, basé à Orléans, pour le suivi du parc et la gestion des interventions. Le centre de conduite de la société Alterric gère le parc, la journée, les jours ouvrés. Le personnel de la société Alterric n'assure pas d'astreintes. Pour les périodes dites d'astreintes, la gestion du parc est sous-traitée par l'exploitant à la société Abo Energy qui assure la supervision du parc en dehors des jours ouvrés, 24h/24 et 7j/7.

L'exploitant indique que la maintenance dite principale (SIF yearly) est réalisée une fois par an pour chaque éolienne et le poste de livraison. L'ensemble des opérations de maintenance est déléguée au turbinier Vestas. L'inspection des pales est, également, réalisée 6 mois après la maintenance principale par le turbinier. L'exploitant indique que toutes les informations relatives aux interventions sont informatisées.

L'exploitant dispose d'un logiciel, interne à la société, nommé Rotorsoft. Ce logiciel permet de consigner les interventions effectuées sur le parc éolien (noms des techniciens, horaire d'arrivée et de départ, type d'intervention, etc.). Il permet, également, de voir les bridages spécifiques appliqués aux machines (acoustique, chiroptères).

Un logiciel de supervision, SCADA, est utilisé pour recueillir et traiter les données transmises par les éoliennes du parc. Cet outil réceptionne les codes alarmes émis par les éoliennes et permet de tracer les arrêts machines.

Concernant les rapports de maintenance, le turbinier fait parvenir de manière régulière au chargé d'exploitation un document récapitulant l'ensemble des interventions sur le parc. En parallèle de cet envoi, une interface partagée entre Vestas et Alterric permet de consulter l'ensemble des rapports liés aux interventions de maintenance sur le parc.

Les observations ou écarts, éventuels, relevés suite aux maintenances n'apparaissent pas dans un onglet dédié. Il est nécessaire de sélectionner chaque rapport afin d'obtenir les informations.

Enfin, l'exploitant indique que le turbinier, qui a délégation de maintenance, pilote et programme l'ensemble des interventions de manière autonome. Néanmoins, l'exploitant indique que les échéances réglementaires pour les maintenances sont notées dans le logiciel Rotorsoft. Des alertes sont ainsi émises à l'approche de l'échéance.

De la même manière, l'exploitant indique que le turbinier détermine le niveau de criticité des écarts constatés et le besoin d'action corrective, ainsi que le délai de réalisation. L'exploitant intervient auprès du maintenancier lorsque le délai théorique d'intervention est dépassé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient que l'exploitant s'approprie et se saisisse davantage du sujet relatif à la maintenance et à son suivi, notamment pour la maintenance préventive déléguée au maintenancier.

Un registre de suivi permettant de consigner les opérations de maintenance et les défauts identifiés est à prévoir afin d'optimiser le suivi du parc.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Situations d'urgence – Consignes et procédures
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : <ul style="list-style-type: none">- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en oeuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes: survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sable, incendie ou inondation.
Constats : L'exploitant a communiqué le plan de prévention établi pour la période courant du 1/11/2024 au 28/02/2026. La partie relative à l'identification des intervenants liste l'entreprise utilisatrice et les entreprises extérieures. Il est transmis à l'ensemble des intervenants courants identifiés par l'exploitant, notamment aux sociétés en charge de la maintenance et les bureaux de contrôle. Dès qu'une intervention est effectuée sur le parc, que ce soit dans l'éolienne ou au niveau du poste électrique, l'entreprise intervenante doit signaler sa présence en contactant l'exploitant, dont les coordonnées sont indiquées dans le plan de prévention et affichées sur site. Ces éléments sont consignés dans l'outil de traçabilité interne de l'exploitant « Rotosoft ». Le plan de prévention présente les règles de sécurité sur le parc et consignes particulières à respecter, une analyse de risque détaillant les risques et mesures spécifiques de prévention. Sont, également, détaillées les consignes de sécurité en cas d'incendie et d'accident et le plan d'accès avec les coordonnées des installations. Le plan de prévention est signé par chaque entreprise extérieure, ainsi que par les sous-traitants identifiés (pages 23 à 25 et pages 34 à 46). Concernant le maintenancier Vestas, il est en plus signé par chaque technicien susceptible d'intervenir sur le parc (pages 29 à 32). Les pages 20 et 21 du plan de prévention reprennent les procédures d'alerte avec les numéros de téléphone à appeler en cas d'incendie ou d'accident ainsi que les informations à transmettre aux services de secours. Ces informations sont, également, affichées en machine. L'exploitant indique que le centre de traitement de l'alerte (CTA) du service départemental d'incendie et de secours dispose d'une carte du parc éolien avec le détail des coordonnées GPS

pour toutes les installations (éoliennes et poste de livraison), ainsi que pour les voies d'accès.

Le document intitulé « Logigramme Situations Urgence - Alterric » fourni par l'exploitant détaille les consignes de sécurité pour les situations suivantes : survitesse / gel / orages / tremblement de terre / défaillance des freins / balourd du rotor / défaut de lubrification / tempête de sable / incendie / inondation.

L'exploitant indique que ce document est transmis à toutes les entreprises identifiées dans le plan de prévention.

Pour toutes les situations listées ci-dessus, une arborescence permet d'affiner la conduite à tenir selon la présence ou non de personnel en machine.

Cette arborescence est peu détaillée, notamment dans le cas où du personnel est présent en machine. En effet, il est uniquement indiqué que la situation est traitée par du personnel formé et compétent.

L'exploitant indique que les situations suivantes ne sont pas applicables : haubans rompus ou relâchés, fixations détendues, au regard du modèle d'aérogénérateur installé sur le parc.

Les consignes de sécurité ne détaillent pas les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles. L'exploitant indique qu'il n'y a pas de stockage de produits incompatibles sur site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Conformément à l'article R. 4512-2 du code du travail, il convient préalablement à l'exécution d'opérations réalisées par une entreprise extérieure de procéder à une inspection commune. La date d'inspection commune préalable est à faire figurer dans le plan de prévention.

Les consignes de sécurité présentées par l'exploitant n'indiquent pas les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation. Il convient de développer ces éléments et de les communiquer aux intervenants extérieurs identifiés dans le plan de prévention.

Il convient, également, de préciser les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) des turbines.

Les coordonnées de l'exploitant sont à ajouter sur les consignes en cas d'incendie (page 20 du plan de prévention).

Il convient de développer les consignes de sécurité pour les situations suivantes : survitesse / gel / orages / tremblement de terre / défaillance des freins / balourd du rotor / défaut de lubrification / tempête de sable / incendie / inondation, notamment dans le cas où du personnel est présent en machine.

Certains risques relatifs à la perte d'intégrité de la machine ne sont pas répertoriés dans le plan de prévention, à savoir : le risque de projection de pale ou de fragments de pale, le risque d'effondrement, la chute d'éléments de l'éolienne. Ces risques, ainsi que les mesures à mettre en œuvre dans le cas de ces scénarios d'accident doivent être spécifiés dans le plan de prévention.

Il convient de faire figurer dans les consignes de sécurité la procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 31 jours

N° 15 : Situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Arrêts d'urgence
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a communiqué le document intitulé « WF Incident Management France 20241202 » rédigé en anglais.</p> <p>Ce document est à destination des agents du centre de conduite d'Alterric qui gèrent le parc en journée, pendant les heures ouvrées, et à destination des agents du poste de supervision d'Abo Energy, sous-traitant de l'exploitant, pour la gestion du parc 24 h/24 et 7 j/7.</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'y a pas d'astreinte au sein de la société Alterric. En cas d'urgence le responsable de la société est contacté, sans qu'une réponse soit assurée en l'absence de système d'astreinte.</p> <p>L'inspection relève qu'il est surprenant qu'aucun personnel de la société Alterric n'ait d'astreinte opérationnelle, en dehors des périodes ouvrées, pour assurer une supervision du parc et l'information des services concernés en cas d'accident.</p> <p>La diapositive n°2 du document fait référence à l'identification et l'alerte des services d'urgence dans les 15 minutes. Le terme « WEC » signifie « wind energy converter » et fait référence aux turbines. Si une alarme se déclenche, un code défaut s'affiche sur le logiciel de surveillance, Rotorsoft, de l'exploitant ou sur le SCADA.</p> <p>Lorsqu'une alarme se déclenche, un mail automatisé est immédiatement envoyé au centre de conduite.</p> <p>L'opérateur du centre de supervision reçoit le message d'urgence et est chargé de confirmer la situation urgente, puis, le cas échéant, de déclencher la chaîne d'alarme qui consiste à prévenir les services de secours et les acteurs concernés. Ainsi, par ordre de priorité, sont prévenus le centre de traitement de l'alerte du service départemental d'incendie et de secours, le gestionnaire de réseau ENEDIS pour le découplage du parc, l'exploitant Alterric si l'appel d'urgence est géré par la société Abo Energy, le maintenancier et un agent de sécurité.</p> <p>L'exploitant indique qu'un partenariat est mis en place avec un centre national d'assistance</p>

sécurité : COPS 45. Ainsi, un agent de sécurité, de métier, peut se rendre sur site dans l'heure afin d'intervenir pour sécuriser le périmètre par exemple. En revanche, les agents de sécurité n'ont pas nécessairement de formation ou de connaissances spécifiques sur l'éolien.

La diapositive n°3 fait référence au lancement des procédures d'urgence dans les 60 minutes. Le centre d'appel prend contact avec le centre d'assistance sécurité afin qu'un agent de sécurité se déplace sur site. Dans le cas de survenue d'une alerte pendant les heures ouvrées, un agent de la société Alterric, basée à Margny-lès-Compiègne à 30 minutes du parc, effectue le déplacement et non l'agent de sécurité. Ce déplacement a pour objectif de confirmer l'incident et de sécuriser l'installation.

Des simulations de situation d'urgence sont réalisées par la société Alterric, sur un des actifs géré par l'exploitant. Ces exercices de mise en situation sont réalisés tous les deux ans environ et le dernier s'est déroulé en 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient de compléter le document de gestion des incidents avec les consignes de sécurité et procédures à suivre en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse et en cas.

Il apparaît important de s'assurer que la qualification du personnel en charge de la sécurité est adaptée aux enjeux du site. L'exploitant doit s'assurer que les capacités techniques nécessaires à la bonne conduite du parc éolien soient déployées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Moyens de lutte contre projection de glace

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25

Thème(s) : Risques chroniques, Projection de glace

Prescription contrôlée :

Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22.

Lorsqu'un référentiel technique permettant de déterminer l'importance de glace formée nécessitant l'arrêt de l'aérogénérateur est reconnu par le ministre des installations classées, l'exploitant respecte les règles prévues par ce référentiel.

Cet article n'est pas applicable aux installations pour lesquelles l'exploitant démontre, notamment sur la base de données météorologiques ou de caractéristiques techniques des aérogénérateurs, que l'installation n'est pas susceptible de générer un risque de projection de glace.

Constats :

L'exploitant indique que la machine est en capacité de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur en fonction de la température enregistrée par la turbine et

en cas de production différente de celle établie par la courbe de puissance. Le cas échéant, la machine s'arrête automatiquement et génère un code alarme qui permet d'alerter le centre de conduite.

L'exploitant indique qu'aucune procédure n'existe actuellement pour le redémarrage de l'aérogénérateur qui peut s'effectuer en machine ou à distance.

L'exploitant indique qu'actuellement, en cas de réception d'une alarme et avant de redémarrer la machine, lorsque les températures extérieures sont positives depuis plusieurs heures, le chargé d'exploitation du parc réalise une reconnaissance sur site afin d'effectuer la levée de doute.

L'exploitant indique que des réflexions sont en cours pour réaliser une convention avec un partenaire local afin d'effectuer les levées de doute.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient de formaliser les modalités de redémarrage par la réalisation d'une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure est à faire figurer parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22.

Type de suites proposées : Sans suite